

Coût de la vie

une politique d'impôt qui donne aux Canadiens une raison d'investir leur argent au Canada. Il nous faut aussi réviser complètement nos politiques fiscales afin qu'il n'y ait pas de barrière entre les personnes à faible revenu et celles qui ont un revenu supérieur.

● (0400)

Lorsque l'on considère que nous offrons des allocations à des personnes dont le revenu est inférieur à \$4,000 et que le taux d'impôt sur le revenu est de \$350., comme nous pouvons agir bêtement en qualité de législateurs! Cela est vraiment absurde. Nous savons ce qu'il en coûte pour nourrir une famille, mais notre système d'impôt sur le revenu n'en tient aucun compte.

Pour ceux qui demandent des chiffres, la quatrième chose qu'un gouvernement doit faire pour survivre, et je suis certain que celui-là ne le fera pas, c'est de réviser notre politique fiscale. La situation du logement a été décrite assez justement par le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) et il est inutile que je vous en reparle. Dans la province d'Ontario seulement, nous allons avoir besoin d'un million d'unités de logements au cours des dix prochaines années. A l'heure actuelle, une famille sur six a un logement insuffisant, et cela est dû au fait que notre gouvernement a augmenté les taux d'intérêt à un niveau tel que le Canadien moyen ne peut pas acheter de maison. Notre gouvernement doit faire deux choses: il doit fournir des fonds pour des banques foncières afin que les terrains à bâtir soient moins chers, et il doit fournir les fonds nécessaires à l'aménagement de ces terrains. Je pense que c'est là la façon de résoudre le problème du logement et de rabaisser les taux d'intérêts.

Pour terminer, permettez-moi d'ajouter que, pendant mon voyage en avion entre Toronto et Ottawa, je me suis amusé à rédiger un petit épigramme qui s'harmonise très bien avec la situation actuelle. Voici cet épigramme:

"The Prime Minister must be put aside,
Like the man who fell down a backhouse and died,
And with Lewis as a lover,
They can follow one another,

And they can both be interred side by side."

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai posé ma candidature, personne ne m'avait dit que les choses allaient se passer ainsi, ou que je serais appelé à prendre la parole à quatre heures du matin. Quoi qu'il en soit, on a beaucoup parlé aujourd'hui de l'inflation. Nous avons entendu beaucoup de choses de tous les côtés. Je dois expliquer que je me trouve dans une position plutôt délicate étant donné que le spécialiste néo-démocrate des questions gênantes est assis tout près de moi. J'espère qu'il continuera à m'interroger et je l'accepte.

Une voix: Nous vous viendrons en aide.

M. Kempling: Je vois que le député de Sarnia-Lambton (M. Cullen) est de retour et je suis heureux de le voir parmi nous. Nous avons entendu le chef de l'opposition expliquer la position de notre parti et d'autres députés ont décrit notre politique de contrôle des salaires et des prix. Le ministre des Finances (M. Turner) a donné sa réplique habituelle basée sur des statistiques, arguments dont la plupart nous étaient familiers.

[M. Morgan.]

Un des aspects grotesques de ce débat est la position du NPD. Comme un de ses députés me l'a confié, le NPD occupe une position privilégiée du fait qu'il possède le pouvoir sans la responsabilité. Quelle déclaration à faire surtout quand on s'adresse à la presse nationale et au Parlement et qu'on s'attribue le mérite de toute mesure populaire que le gouvernement adopte, en prétendant qu'il est à l'origine de telle ou telle politique! Ce parti admet qu'il joue gagnant sur les deux tableaux. Il a le pouvoir sans la responsabilité et voilà bien la déclaration la plus irresponsable que j'ai entendue de la part de qui que ce soit depuis mon arrivée à la Chambre il y a peu.

Nous avons entendu les députés néo-démocrates critiquer notre politique des revenus, mais leur propre contribution a été fort mince, si ce n'est ce bon vieux débordement socialiste dont ils nous abreuvant depuis des années.

Une voix: Pâtée pour les porcs.

M. Kernpling: Oui, comme il vous plaira de l'appeler. Les députés néo-démocrates crient, vocifèrent et gesticulent dans l'excès de pharisaïsme auquel ils s'adonnent généralement toutes les fois qu'il est question de la gestion de l'économie du Canada. Le fait est que le NPD préconise des politiques qui mèneraient le Canada à la ruine et paralyseraient le potentiel industriel de notre pays, ce dont il est conscient. Où sommes-nous? Dans les griffes des Libéraux, appuyés par les Néo-démocrates. Voilà! Nul parti qui accepte l'idée du pouvoir sans responsabilité ne saurait élaborer un programme économique qui permette au Canada de se développer.

Les néo-démocrates représentent 16 p. 100 des votants au pays mais ils n'ont aucun représentant à l'est de la frontière ontarienne. Ils n'ont au Parlement aucun représentant du Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve et de l'Alberta. Ce parti ne représente que quatre des dix provinces canadiennes. Il est tout à fait ridicule qu'une poignée de membres ne représentant que 16 p. 100 des électeurs aux dernières élections se trouve appelée à appuyer le gouvernement. C'est là un éloquent indice de l'incapacité du gouvernement à gérer l'économie du pays. De toute évidence il y a une seule solution à cette situation, soit la dissolution du Parlement. Que les seuls juges que nous ayons, les Canadiens, décident de la question à l'étude ce soir.

Le représentant d'Assiniboia (M. Knight) a parlé des résultats désastreux que donneraient les élections si on les déclenchait. Il pense qu'on perdrait tout contrôle de l'inflation. Nous avons déjà eu toutes sortes d'élections au Canada dans le passé alors que les prix et les conditions n'étaient pas très favorables. L'an dernier, il y a eu des élections à un moment où le taux de chômage était très élevé. A suivre la logique du député, nous ne changerions jamais de gouvernement. A mon avis, chaque fois que le gouvernement change c'est à la suite d'un problème de prix. Voilà pour le NPD. Les membres de ce parti sont dans un désert, assoiffés, ils errent sans chef. Ils ont tellement peu de politique à eux qu'ils doivent s'aligner sur le gouvernement et prendre le crédit de toutes les politiques gouvernementales auxquelles ils peuvent s'accrocher, surtout celles qui selon eux attireront l'attention du public. Ils sont intellectuellement malhonnêtes en tant que parti politique.